

Note d’information sur la situation économique nationale

au deuxième trimestre 2022

### L’arrêté des comptes nationaux du deuxième trimestre 2022 fait ressortir un net ralentissement de la croissance de l’économie nationale se situant à 2% au lieu de 14,2% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 4,2% et celles du secteur agricole une baisse de 15,5%.

### Tirée par la demande intérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte d’une forte inflation et d’une aggravation du besoin de financement de l’économie nationale.

**Net ralentissement de la croissance économique**

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** s’est contractée de 16% au deuxième trimestre 2022, après avoir enregistré une hausse de 18,3% le même trimestre de l’année précédente. Ceci s’explique par la baisse de la **valeur ajoutée de** l’agriculture de 15,5% au lieu d’une hausse de 17,5% et de celle de la pêche de 23,4% au lieu d’une hausse de 36,9%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en volume**,** a connu un net ralentissement de son taux d’accroissement passant de 17,3% durant le même trimestre de l’année précédente à 1,5%. Ceci résulte du ralentissement du rythme d’accroissement des valeurs ajoutées :

* des industries manufacturières à 2,3% au lieu de 20,2%;
* de « Electricité, gaz, eau, assainissement et déchets » à 2% au lieu de 14,6% ;
* du bâtiment et travaux publics à 1,7% au lieu d’une hausse de 16,9% ;

et de la baisse de celle :

* de l’industrie d’extraction de 7,8% au lieu de 0,6%;

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, **par ailleurs,**  a enregistré un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 11,2% le même trimestre de l’année précédente à 6,1%. Ceci a été le résultat de la hausse des valeurs ajoutées de :

* Services rendus par l’Administration publique générale et la sécurité sociale, de 5,6% au lieu de 4,3%;
* Services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale, de 4,3% au lieu de 2,8%;
* Information et communication, de 1,3% au lieu d’une baisse de 0,5.

Et du ralentissement de celles de :

* Hébergement et restauration à 50,3% au lieu de 86,4%;
* Transports et entreposage à 10,8% au lieu de 42,6%;
* Commerce et réparation véhicules à 4% au lieu de 17,6%;
* Recherche et développement et services rendus aux entreprises à 3,2% au lieu de 24,5%;
* Services immobiliers à 1,5% au lieu de 3%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu ainsi, un net ralentissement à 4,2% durant le deuxième trimestre 2022 au lieu de 13,3% le même trimestre de l’année précédente.

Dans ces conditions, et tenant compte de la hausse de 5,3% des impôts sur les produits nets des subventions, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 2% durant le deuxième trimestre 2022 au lieu de 14,2% l’année précédente.

**Hausse du niveau général des prix**

Aux prix courants, le PIB a connu un net ralentissement à 6,9% au lieu de 16,5% une année auparavant, dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 4,9% au lieu de 2,3%.

**Demande intérieure en net ralentissement**

La demande intérieure a affiché un net ralentissement passant de 10% durant le même trimestre de l’année précédente à 2%, contribuant ainsi pour 2,2 points à la croissance économique nationale au lieu de 11,3 points.

C’est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont connu un net ralentissement de leur taux d’accroissement passant de 13,6% au deuxième trimestre 2021 à 3,2% avec une contribution à la croissance de 1,7 points au lieu de 7,4 points.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques a affiché une hausse de 6,7% au lieu de 5,5%, avec une contribution à la croissance de 1,3 point au lieu de 1,2 point.

En revanche, l’investissement brut (formation brute de capital fixe ; variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a connu une baisse de 2,4% au lieu d’une hausse de 7,3% une année auparavant, avec une contribution négative à la croissance de 0,8 point au lieu d’une contribution positive de 2,7 points, durant le même trimestre de l’année précédente.

****Contribution négative des échanges extérieurs****

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré de fortes hausses durant le deuxième trimestre 2022. C’est ainsi que les exportations de biens et services ont augmenté de 36,4% au lieu de 22,4%, avec une contribution à la croissance de 11,8 points au lieu de 6,4 points durant la même période de l’année passée. De leur côté, les importations ont affiché une hausse de 28,7% au lieu de 8,3%, avec une contribution négative à la croissance de 12 points au lieu d’une contribution négative de seulement 3,5 points une année auparavant.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 0,2 point au lieu d’une contribution positive de 2,9 points durant le deuxième trimestre 2021.

Aggravation du besoin de financement de l’économie

Avec une augmentation, aux prix courants, de 6,9% du PIB au lieu de 16,5% au deuxième trimestre de l’année passée et une hausse de 22% du taux d’accroissement des revenus nets reçus du reste du monde au lieu de 15%, la croissance du revenu national brut disponible a connu un ralentissement passant de 16,4% la même période de l’année passé à 7,9% au deuxième trimestre 2022.

Compte tenu de l’accroissement de 9% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 14,7% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 31,4% du PIB au lieu de 31,8%.

Suite à un niveau d’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) atteignant 34% du PIB au lieu de 33,8% durant le même trimestre l’année passée, le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi aggravé passant de 2% du PIB durant le même trimestre de l’année précédente à 2,6% en 2022.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2022.

